Pour nos retraites, nos salaires, nos services publics,

Poursuivons notre mobilisation à la DGFIP, Toutes et tous en grève et en manifestation !

Alors que les services publics et la Fonction publique sont d'ores et déjà exsangues et ne disposent plus des moyens nécessaires à la mise en œuvre des missions, les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale au titre de l'année 2020 sont marqués une nouvelle fois du sceau de l'austérité et d'économies supplémentaires à faire. C'est irresponsable !

Les personnels des Finances publiques sont massivement mobilisés depuis des mois pour exprimer leur ras-le-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la DGFiP et pour exiger un renforcement du service public fiscal, comptable et foncier. Cela passe, notamment, par l'abandon du plan DARMANIN (dont le nouveau réseau de proximité), la réintégration des missions externalisées et privatisées, le maintien d'une organisation centrale à réseau déconcentré (à l'inverse des projets d'agences et de la mise sous tutelle des préfets), l'arrêt des suppressions d'emplois pour des embauches statutaires à la hauteur pour exercer toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

En matière de pouvoir d'achat, le gouvernement poursuit sa politique de disette : après le gel pluriannuel de la valeur du point d'indice entraînant une perte de pouvoir d'achat d'un niveau inédit pour tous les fonctionnaires, il s'attaque maintenant aux retraites.

En cherchant à mettre en place un « système universel de retraite par points », Macron-Delevoye

veulent liquider le régime général et les régimes spéciaux dont le Code des pensions civiles et militaires, le fonds spécial de pension des ouvriers des établissements industriels de l'État ou encore l'Ircantec. Les pouvoirs publics veulent réduire de manière drastique le niveau des retraites versées, allonger toujours et encore la durée de vie passée au travail, favoriser la retraite par capitalisation et porter un coup fatal à la fonction publique de carrière.

Un chiffre devrait par ailleurs convaincre les sceptiques de la nocivité du projet gouvernemental : 13,8
C'est, en pourcentage de la richesse produite (le PIB), le plafond de la masse monétaire que ce gouvernement entend consacrer au paiement des retraites et des pensions ! Or, la France consacre déjà entre 13 et 14 % des dépenses publiques au paiement des retraites. Cela signifie donc que l'augmentation certaine du nombre de retraités conduira, avec cette option, mécaniquement à une baisse du niveau des pensions ! CQFD
Les valeurs d'achat et de liquidation du point de retraite évolueront donc dans cette limite et en fonction des classes d'âge.

C'est donc bien vers une paupérisation des retraités et pensionnés que l'on s'oriente.Derrière une mécanique complexe présentée comme devant apporter plus de justice, nous sommes une nouvelle fois face à une volonté politique aveugle de réduction de la dépense publique aux dépens des droits sociaux, de destruction de notre modèle social.

- ***Pour dire NON à un avenir de misère***
- ***Pour dire NON aux réformes scélérates***
- ***Pour la défense du code des pensions civiles et militaires***
- ***Pour dire non à un nouvel allongement de la durée de cotisation***
- ***Pour le retour de l'ouverture du droit à une retraite à taux plein à 60 ans.***
- ***Pour le maintien du calcul sur la base de l'indice détenu les 6 derniers mois et d'un taux de remplacement à 75 % pour une carrière complète.***
- ***Pour la garantie d'une retraite minimum égale au SMIC pour une carrière complète pour les salariés du privé comme du public.***
- ***Pour la prise en compte des spécificités et de la pénibilité des missions.***

Toutes et tous en grève et en manifestation le 5 décembre 2019,

et réunissons-nous dans la foulée en assemblées générales pour débattre et décider de la poursuite de la mobilisation !

fichiers: Télécharger 191125_tractinter.pdf (216.77 Ko)
Public: Luttes 2019
Tracts 2019

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Leave this field blank